

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/G-20-a-Cannes-un-mauvais-film-qui-a-ete-deja-vu-six-fois>

# **G-20 à Cannes, un mauvais film qui a été déjà vu six fois**

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : dimanche 6 novembre 2011

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Les présidents et les fonctionnaires du Groupe du 20, dominé par de grandes puissances, se sont réunis à Cannes. Ils ont été et ils sont revenus les mains vides de solutions pour la grande crise qui affecte le capitalisme mondial.**

Nicolas Sarkozy a tenu le rôle de l'hôte pour une réunion du G-20, la sixième de la série inaugurée par George Bush en 2008. Les délibérations eurent lieu dans le Palais des Festivals et des Congrès, où se tient chaque année le festival du cinéma, avec ses prix, premières et étoiles du spectacle. Avec un manque total de solutions à la crise économique mondiale et la réitération de discours appris par coeur, comme des dialogues cinématographiques, ce ne fut pas un hasard que celui-ci soit le lieu de la réunion. C'était un mauvais film, peut-être le pire qui fut présenté à Cannes. Sarkozy, Barack Obama, Angela Merkel, David Cameron et les autres, responsables de ce navet.

Beaucoup de gens étaient prévenus que cette réunion ne serait pas bénéfique. Les mouvements des *indignés* qui venaient de mobiliser presque un million de personnes dans le monde entier le 15 octobre ont appelé à rejeter le sommet. Ils ont pu le faire le 1 novembre, mais avec un inconvénient : la police de Sarkozy les a seulement laissés s'approcher de Nice, à 34 kilomètres de la réunion.

L'autre limite dérivait de cela : il y a eu 12.000 manifestants, mais le nombre de policiers et de gendarmes étaient supérieurs. A Cannes seulement le gouvernement français a mis 12.000 policiers. Bizarre, on n'a entendu aucun des présidents ni *présidentes* participant au Sommet dire un mot sur cet abus policier. Cannes était une ville fermée au public, selon les envoyés spéciaux, qui dans ce désert se battaient pour obtenir un taxi pour rentrer à leurs hôtels.

Un tel *Olympe* des dieux, grillagé et sans public, était une carte postale sur l'(im)popularité de la majorité des participants. Non de tous, parce que quelqu'une, comme la présidente argentine, arrivait avec ses 54 % des votes. Mais la majorité de ses collègues, surtout ceux du noyau dur du pouvoir (l'ancien G-7 des Etats-Unis, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Japon et Canada), nagent dans le courant incontrôlé de la crise qui menace de les briser contre les pierres. Les milliers de policiers ont mis une sourdine aux insultes des chômeurs, mais ne peuvent pas les transformer en hommes politiques respectés.

Il y a plusieurs exemples de cela, en commençant par le chef de la bande, Obama, qui avec un taux de chômage de 9 %, avec 46 millions de pauvres, chute dans l'opinion publique en vue des élections de 2012. Sarkozy est un autre homme politique en baisse, à cause des ajustements qu'il a introduit dans les conditions de travail et la retraite de son pays. Sa réélection s'annonce comme très compliquée.

C'est pourquoi l'une des rares choses de valeur de Cannes doit avoir été le commentaire comique du président US à son collègue français : « Nicolas, nous allons devoir prendre des leçons si nous voulons gagner », faisant référence à la réélection de CFK. C'était une note de couleur, mais cela a presque acquis la valeur d'un document officiel.

### **Bourreaux du monde.**

Peu de réunions internationales comme celle de ces jours ont montré aussi un niveau aussi faible voire nul de capacité à résoudre, pour apporter des solutions à la crise capitaliste. Lors du premier rendez-vous, de novembre 2008, on a entendu des propositions pour contrôler les mouvements financiers internationaux pour empêcher que les dérivés recommencent à générer des drames comme celui qui avait coulé *Lehman Brothers*.

Depuis ce temps, se sont écoulés trois ans et une demi douzaine de sommets, sans que l'on ne réussisse à contrôler même les paradis fiscaux, ne parlons pas des agences de notation et encore moins des banques elles mêmes, assassins en série de cette histoire.

À Cannes ils ont discuté sans se mettre d'accord sur la nécessité de contrôler ces capitaux financiers et même de leur imposer un impôt à la manière de la vieille Taxe Tobin, jamais appliquée. Mais il n'y a pas eu d'accord : La France et l'Allemagne la verraient avec plaisir, mais les EU et le Royaume-Uni ont dit stop. Et les pays comme l'Argentine, ont joué au « centre » avec une position à ce qu'on suppose de « gauche » : ils l'appuieraient seulement si les « niches fiscales » sont préalablement démantelées. Résultat ? La sixième rencontre du G-20 a culminé et même pas l'ombre d'un contrôle a minima sur ces mouvements financiers.

De plus, il y a eu des discussions au sein de ceux qui étaient enclins à ces contrôles. Les représentants de la France ont voulu avancer avec l'idée de réguler les prix des denrées alimentaires, mais la présidente argentine s'y est opposée (Cargill, Nidera, Monsanto et les autres, reconnaissants). Sa posture fut : régulation des produits alimentaires, non ; régulation des capitaux, oui. Ne pouvait-on pas introduire des régulations dans les deux secteurs ? Cela semblerait plus logique.

Le 2 novembre Fidel Castro a dénoncé le noyau dur du G-20 : « maintenant que les habitants de la planète sont 7 milliards, les états qui représentent seulement une personne sur sept, lesquelles à en juger d'après les manifestations massives en Europe et aux États-Unis ne sont pas très heureuses, mettent en danger la survie de notre espèce ».

Le développement et l'approfondissement de la crise économique commencée en 2008 a sévèrement touché les indices sociaux comme l'éducation, l'alimentation, la santé, l'emploi, etc. Que l'ONU laisse tomber les fameux « Objectifs du Millénaire » dans ces rubriques, parce que les objectifs modiques - qui étaient éloignés des solutions satisfaisantes - ne vont pas être atteints.

Comment la Grèce va arriver à ces objectifs, avec le énième ajustement auquel l'obligent les grands manitous de la zone euro (l'Allemagne et la France) ? Pour recevoir la quote part de 8.000 millions d'euros « d'aide » ils l'obligent à couper encore plus, à jeter plus de gens à la rue, réduire des salaires, vendre ses entreprises publiques, etc. En échange de cela, ils réduiraient sa dette publique de 350.000 millions d'euros à 250.000 millions. Pour un pays avec 10 millions d'habitants, sans un grand pouvoir économique, c'est comme lui dire : « tu te noyais à 5.000 mètres de profondeur dans la mer, réjouit-toi nous te montons à 4.500 ».

### **Photo du Titanic.**

La majorité du bloc impérial a ratifié la ligne des ajustements pour la Grèce, qui pourraient se répéter en Espagne, au Portugal, en Italie, en France et au Royaume-Uni. Dans ce sens une voix s'est élevé en dissidence, celle de la présidente argentine, qui a demandé de revenir à un capitalisme sérieux (l'actuel rit-il ?). Cristina, sous onde keynésienne, a proposé de maintenir l'activité économique, d'augmenter la consommation et l'investissement public, en défendant l'emploi. Mais comme elle même l'a admis, elle sait que les décisions politiques se « prennent ailleurs », à l'intérieur et hors du G-20.

On a déjà mentionné l'incendie qui consomme le premier ministre grec Georges Papandreou. Les flammes ont cramé José Luis Rodríguez Zapatero et ils ont changé un gouvernement au Portugal, deux pays qui ne peuvent pas faire face aux échéances de leurs dettes, surtout si le fond européen se vide pour combattre d'autres foyers embrasés.

Si la réunion de Cannes a eu un mérite, non sans remords, ce fut de ventiler la gravité de la situation italienne. « La Grèce est un risque pour l'Europe, mais l'Italie est un danger pour le monde », a remarqué l'économiste Philippe Dessertine (Luisa Corradini, La Nación 4/11). Il s'agit de la septième ou huitième économie mondiale, qui doit cinq fois plus que la Grèce, et sa chute ferait beaucoup plus de fracas et de dommage.

Comme dans un jeu de dominos, la possibilité de chute de la note italienne menace de provoquer la ruine de la France et de l'Allemagne, parce que des banques de ces deux pays seraient foudroyées par une cessation de paiements de la péninsule.

Eric Toussaint, spécialiste belge des questions de dette extérieure, a remarqué : « Les Etats-Unis sont très inquiets de l'effet *boomerang* des faillites bancaires européennes sur les institutions financières US, à cause de la forte interconnexion existant entre les deux côtés de l'Atlantique ».

Les jours au pouvoir de Berlusconi semblent être comptés. Il peut tomber avant même que se produise un tremblement de terre financier sur la place de Rome et de Milan. Et personne ne lui portera une fleur. Il ne serait pas aux sommets suivants pour regarder la chute de reins de quelques jolies femmes ; il devra se procurer ce plaisir dans ses fêtes privées.

Non seulement le premier italien est toléré au G-20 sans le mériter. Sont plusieurs, ceux dont le crédit est coupé, les dettes et les peuples indignés les pressent, mais ils font comme s'ils ne voient pas et continuent à faire des photos « de famille », d'année en année. Personne ne peut faire qu'ils arrêtent de danser sur le pont du Titanic ; ce sera l'iceberg qu'il leur dira « c'est la fin du jeu, messieurs ».

[La Arena](#). Santa Rosa, Argentine, le 5 novembre 2011.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, 5 novembre 2011